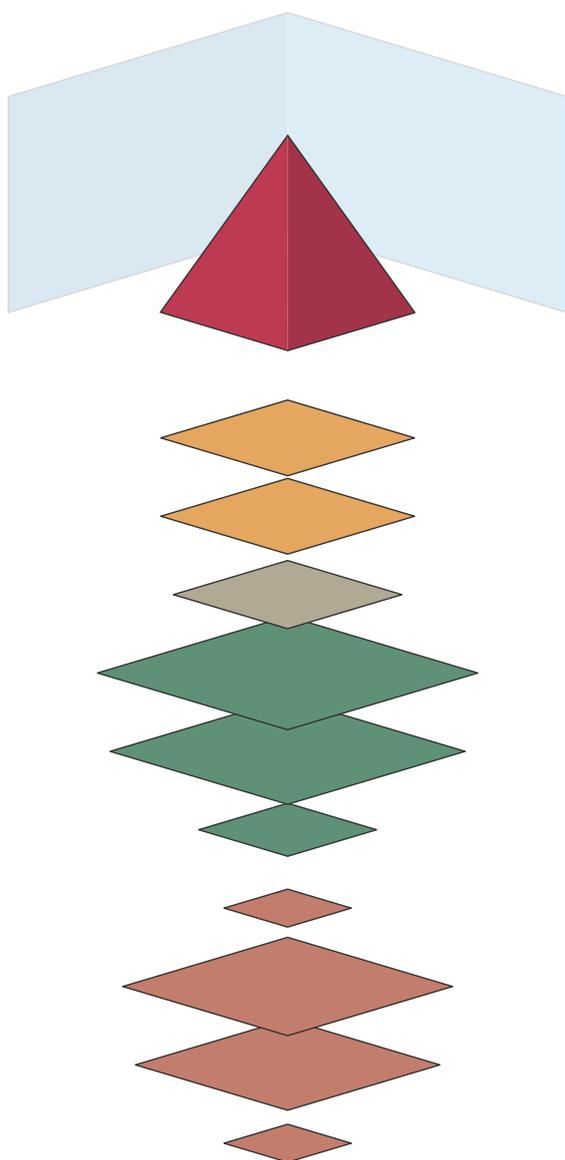


# SÉNÉGAL



**4,81**

## SCORE DE CRIMINALITÉ

**102<sup>e</sup>** sur 193 pays

**34<sup>e</sup>** sur 54 pays africains

**14<sup>e</sup>** sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest



### MARCHÉS CRIMINELS

**5,00**

TRAITE DES PERSONNES **5,00**

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS **5,00**

TRAFIC D'ARMES **4,50**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE **7,50**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE **7,00**

CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS  
NON RENOUVELABLES **3,50**

COMMERCE D'HÉROÏNE **2,50**

COMMERCE DE COCAÏNE **6,50**

COMMERCE DE CANNABIS **6,00**

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE **2,50**



### ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

**4,63**

GROUPES DE TYPE MAFIEUX **2,50**

RÉSEAUX CRIMINELS **5,50**

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT **4,50**

ACTEURS ÉTRANGERS **6,00**



**5,58**

## SCORE DE RÉSILIENCE

**51<sup>e</sup>** sur 193 pays

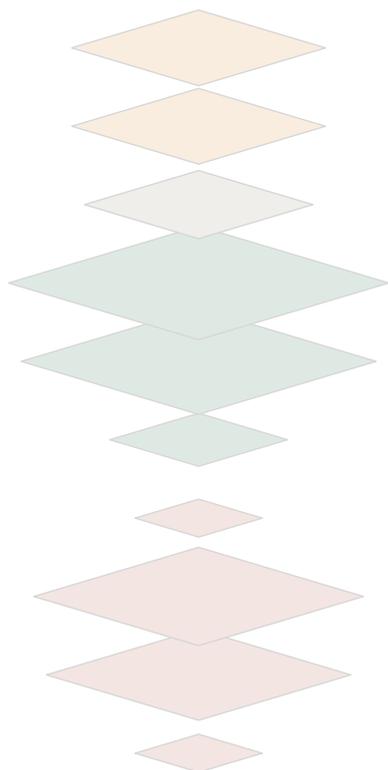
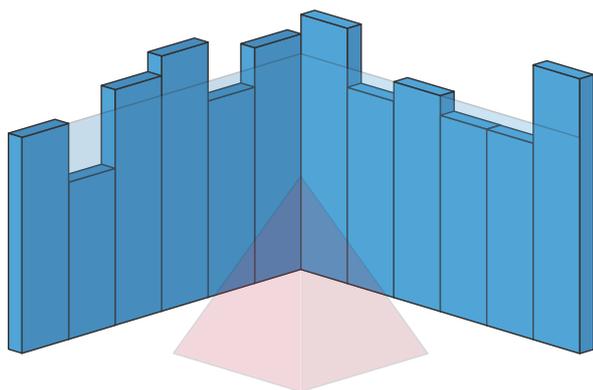
**5<sup>e</sup>** sur 54 pays africains

**2<sup>e</sup>** sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest





# SÉNÉGAL



5,58

## SCORE DE RÉSILIENCE

51<sup>e</sup> sur 193 pays  
5<sup>e</sup> sur 54 pays africains  
2<sup>e</sup> sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	5,50
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	4,00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	6,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	6,50
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	5,00
FORCES DE L'ORDRE	6,00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	6,50
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	5,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	5,50
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	5,00
PRÉVENTION	5,00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	7,00



4,81

## SCORE DE CRIMINALITÉ

102<sup>e</sup> sur 193 pays  
34<sup>e</sup> sur 54 pays africains  
14<sup>e</sup> sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest



**MARCHÉS CRIMINELS** 5,00



**ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ** 4,63



# CRIMINALITÉ

## MARCHÉS CRIMINELS

### PERSONNES

Le Sénégal est un pays d'origine et de destination des victimes de la traite des personnes. Des enfants de Guinée-Bissau sont régulièrement envoyés illégalement au Sénégal pour y être soumis au travail forcé par des professeurs coraniques, une pratique ancienne qui perdure en raison des profits élevés tirés de la mendicité des enfants. Le Sénégal est également une plaque tournante pour les agences pour l'emploi qui recrutent des Africains de l'Ouest dans le Golfe, au Moyen-Orient et en Europe. Ces activités étant sous-réglementées, des personnes sont exploitées et victimes de la traite d'êtres humains à des fins de prostitution forcée, dans les pays de destination.

Le trafic d'êtres humains n'est pas aussi répandu qu'il l'était auparavant lorsque le Sénégal était un grand pays d'origine et une plaque tournante pour le transit de personnes introduites clandestinement en Europe depuis l'Afrique de l'Ouest. Actuellement, la plupart des ressortissants étrangers au Sénégal n'ont pas besoin de visa pour être admis dans le pays. De nombreux donateurs internationaux sont soutenus par des consulats basés au Sénégal, ce qui a favorisé la fraude aux visas. Cela se traduit par des niveaux élevés de corruption. Le Sénégal reste donc une plaque tournante majeure pour la fraude aux documents et aux visas pour les personnes qui cherchent à traverser le pays. Le trafic de personnes est une activité criminelle subalterne qui n'est pas stigmatisée. Elle est menée au vu et au su de tous sur des plateformes de transport avec le concours du secteur du transport officiel.

### COMMERCE

Le Sénégal est un pays relativement pacifique et stable, bien qu'un conflit de faible ampleur, qui a débuté en 1982, soit toujours en cours dans le sud de la Casamance. Depuis cette date, le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) ne cesse de s'approvisionner en armes en vue de son insurrection contre le gouvernement. Bien que le marché soit relativement restreint, Dakar semble être devenu une cible de choix pour les trafiquants, comme le suggère l'augmentation des saisies d'armes. On observe également une circulation d'armes importante dans les villes méridionales de Médina Gounass et de Diaoube, ainsi que dans la ville plus centrale de Touba.

### ENVIRONNEMENT

Le marché lié à la flore illicite s'est considérablement développé au Sénégal. Les forêts de Casamance le long de la frontière gambienne ont été en grande partie détruites par des acteurs de la criminalité chinoise et des rebelles casamançais. Suite à une période d'exploitation forestière illégale intensive, le bois de rose africain est de plus en plus menacé. Les palissandres sont abattus illégalement, passés en contrebande à la frontière de la Gambie, puis exportés vers la Chine. Le trafic à travers la frontière s'est intensifié. La décision des compagnies maritimes de cesser d'exporter du bois de rose a permis de réduire ce trafic, mais l'effet ne devrait être que temporaire. L'ancien président gambien est accusé d'avoir joué un rôle majeur dans la déforestation, en commercialisant du bois par le biais d'une société-écran. Les conditions de vie de la population locale, largement tributaire du tourisme et de l'agriculture, se sont de ce fait détériorées.

En ce qui concerne les crimes contre les espèces sauvages, la pêche, qui est le principal moyen de subsistance des Sénégalais, se fait de plus en plus rare, ce secteur étant gravement touché par la fraude et la corruption, le corporatisme et un monopole de fait organisé ou maintenu par l'État. Les eaux sénégalaises sont considérées comme surexploitées. Les filets de pêche locaux sont, par exemple, coupés par les chalutiers étrangers et les prises importantes sont ensuite chargées directement sur des porte-conteneurs. La plupart des grands navires de pêche opérant illégalement dans les eaux sénégalaises viennent d'Europe, de Chine et de Russie. Les tensions montent entre pêcheurs mauritaniens et sénégalais lorsque ceux-ci pénètrent dans les eaux mauritaniennes et y sont violemment accueillis. Dans ce contexte, les pêcheurs artisanaux sénégalais se tournent vers des pratiques non durables, comme la capture de juvéniles. Sur terre, le Sénégal est un centre de transit majeur pour le trafic illicite d'ivoire. Des peaux de léopards et de crocodiles ont également été saisies, de même que des oiseaux sauvages destinés à l'Espagne. Le trafic lié à la faune, qui porte sur des peaux et des os de lion, des pieds d'oryctérope, des vautours ainsi que l'oryx algazelle, alimentent généralement le marché de la pharmacopée traditionnelle chinoise et africaine.

Le Sénégal ne dispose pas de ressources non renouvelables abondantes, mais il existe néanmoins une activité d'exploitation illicite de l'or. L'extraction illégale et la contrebande d'or sont principalement le fait des ressortissants d'autres pays d'Afrique de l'Ouest qui opèrent dans la région de Kédougou située dans le sud-est du pays. La découverte récente de pétrole et de gaz pourrait accroître le rôle de l'économie illicite. Il se pourrait également que les villageois se tournent vers l'extraction d'or pour compenser la perte

de revenus agricoles et de terres induite par l'exploitation forestière illégale.

## DROGUES

Le cannabis est la drogue la plus consommée au Sénégal. Le marché le plus important se trouve en Casamance, où le cannabis est cultivé par les séparatistes du MFDC. La production et les ventes de cannabis se poursuivent sur les îles Karone près de la Gambie. Elles impliquent principalement des Sénégalais et des Bissau-Guinéens. Le Sénégal est également un point de transbordement pour le cannabis régional, en particulier la résine transitant par Dakar vers les pays voisins. Le pays est devenu une plaque tournante importante pour le trafic de cocaïne vers l'Europe et presque toutes les routes de l'Afrique de l'Ouest au Maroc passent par le Sénégal. Bien qu'une partie de la drogue soit consommée localement, le marché est relativement petit. Les saisies récentes d'héroïne ont été minimales, mais le pays compte un nombre de consommateurs important. En ce qui concerne les drogues de synthèse, le marché est limité. Le Sénégal ferait toutefois office de pays de transit.

## ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Le Sénégal est en train de devenir une plaque tournante pour les criminels étrangers en raison du niveau de développement et de stabilité relativement élevé du pays. Outre les acteurs de la criminalité nigériens, qui opèrent au Sénégal depuis des décennies, principalement dans le trafic de stupéfiants, la cybercriminalité et la traite des personnes, d'autres

ressortissants de pays d'Afrique de l'Ouest opèrent en tant que mineurs illégaux et contrebandiers dans la région riche en or de Kédougou, dans le sud-est du pays. En outre, il est souvent signalé que les navires asiatiques pêchent illégalement au large des côtes sénégalaises, tandis que certains ressortissants chinois seraient impliqués dans la criminalité liée aux espèces sauvages, en particulier le trafic d'ivoire. Il existe de nombreux réseaux criminels au Sénégal impliqués dans le trafic de stupéfiants et le blanchiment d'argent, et la plupart ont des liens avec des groupes étrangers. Par exemple, le marché du trafic de véhicules s'est considérablement développé dans la région, et les réseaux criminels basés en France impliqués dans ce marché ont des représentants au Sénégal. Ils sont chargés de vendre les véhicules volés dans la région, puis de blanchir les bénéfices.

Si les institutions sénégalaises fonctionnent convenablement pour la plupart, des cas de corruption sont de temps à autre signalés par les médias locaux ou la société civile. Ainsi, de hauts fonctionnaires auraient été impliqués dans le trafic de bois en Casamance. À l'inverse, les groupes de type mafieux, au sens strict, n'opèrent pas au Sénégal. Des groupes économiques saisissent cependant certaines opportunités criminelles pour gagner de l'argent et il est possible qu'ils se développent en organisations consolidées de type mafieux. Certains individus notoires, issus de familles religieuses influentes, sont fortement impliqués dans le trafic de médicaments contrefaits, et bien que le gouvernement soit sensibilisé au problème, ces acteurs opèrent en toute impunité et bénéficient souvent de la protection de l'État. Les chefs religieux exercent également une influence sur la prise de décisions du gouvernement.

# RÉSILIENCE

## LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le Sénégal est une nation relativement stable par rapport à d'autres pays africains, mais il y existe néanmoins un risque d'instabilité politique. Le gouvernement accorde systématiquement la priorité à la lutte contre le crime organisé, cette question figurant en bonne place dans le programme de sécurité nationale du pays. En outre, des progrès significatifs ont été réalisés pour répondre à certains marchés criminels, notamment celui du trafic de bois, puisqu'un nouveau code forestier a été adopté par l'Assemblée nationale en 2018. La perception de la corruption est modérée, et la création d'organes de lutte contre la corruption au lendemain des élections de 2012 a suscité l'optimisme de beaucoup. Cependant, les faits montrent que ces organes sont biaisés, car aucun acteur du parti du président n'a été poursuivi pour crimes financiers.

Par ailleurs, les médias sénégalais ont presque unanimement imputé l'incapacité du pays à progresser dans la lutte contre la corruption à un manque de volonté politique.

Le Sénégal a ratifié tous les traités internationaux relatifs au crime organisé, y compris la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (UNTOC). Cependant, la mise en œuvre de l'UNTOC et la coopération avec d'autres États restent limitées, notamment en matière d'extradition. La coopération du Sénégal avec ses voisins immédiats, la Gambie et la Guinée-Bissau, s'est néanmoins renforcée. Un mémorandum d'accord a été signé entre les organismes gambiens et sénégalais chargés de lutter contre le trafic et la consommation de stupéfiants et de faire appliquer la loi. De plus, des opérations transfrontalières sont régulièrement organisées et facilitées par l'Office des

Nations Unies contre la drogue et le crime. Des efforts ont également été déployés pour que le Sénégal ratifie la Convention MEDICRIME. Par ailleurs, le Sénégal s'est doté d'un cadre juridique pour lutter contre le crime organisé, et plus particulièrement le trafic de bois, la cybercriminalité et le terrorisme transnational. Le Sénégal a également élaboré une stratégie nationale pour lutter contre le trafic de stupéfiants et a commencé à modifier les lois du pays relatives aux stupéfiants. Cependant, certaines lois nationales ont besoin d'être révisées.

## JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire sénégalais est en mesure de poursuivre les criminels impliqués dans le crime organisé. Cependant, la capacité du pouvoir judiciaire à lutter contre le crime organisé est limitée et il n'existe pas d'unités spécialisées liées au système judiciaire chargées de lutter contre le crime organisé. L'aspect transnational du crime organisé n'est pas pleinement intégré dans les pratiques judiciaires sénégalaises, et il est donc nécessaire de renforcer les capacités des praticiens du droit.

Les forces de l'ordre sénégalaises sont souvent citées comme faisant partie des plus professionnelles et dynamiques d'Afrique, malgré un manque de formation et de ressources. Cependant, il semble qu'il n'y ait pas d'unités spécialisées dans le maintien de l'ordre établies dans le but spécifique de lutter contre le crime organisé. Les vastes frontières terrestres du pays sont poreuses et des crimes transfrontaliers se produisent entre le Sénégal et les pays voisins. Le Sénégal continue néanmoins de préserver son intégrité territoriale.

## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Parmi les membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, le Sénégal est celui qui a le plus progressé dans la lutte contre le blanchiment d'argent. Cependant, les preuves de poursuites de figures de haut rang, en particulier de personnes ayant des appuis politiques, sont rares, et les activités de blanchiment d'argent restent nombreuses. Le pays dispose d'une stratégie nationale de lutte contre le blanchiment d'argent, mais elle manque de consistance. En outre, la facilité de mener des activités dans le pays peut expliquer, pour partie, que de nombreuses personnes aient recours à des pratiques informelles.

## SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Des actions significatives ont été entreprises dans le domaine de l'accompagnement des victimes au Sénégal. Par exemple, un centre de désintoxication, unique en son genre en Afrique de l'Ouest, a ouvert à Dakar en 2016. Des efforts sont également déployés par le gouvernement pour prévenir et combattre le crime organisé, et des événements de sensibilisation autour de la prolifération

des armes légères et de petit calibre ont régulièrement lieu. Toutefois, il est possible de faire davantage pour aider les victimes à sortir de l'esclavage. La société civile sénégalaise est extrêmement active et la liberté de la presse est généralement respectée. Bien qu'il existe au Sénégal un certain degré d'intimidation et d'autocensure à l'égard des journalistes qui traitent des questions de corruption, l'environnement médiatique est solide et diversifié.

---

*Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.*